

Aider LA VÉRITÉ : Comment ?

DEPUIS que nos lecteurs ont appris les poursuites engagées contre Daniel Renard, gérant de « LA VÉRITÉ », par « injures et diffamation » c'est-à-dire, en parlant français, pour avoir lutté contre la sale guerre d'Algérie et fait connaître la vérité sur les camps de concentration, nous avons reçu de nombreux encouragements à continuer.

Diffuser « LA VÉRITÉ », s'abonner, souscrire, c'est bien. C'est même très bien et nous espérons que nos amis continueront. Mais il y a un autre moyen de nous soutenir : C'EST DE NOUS AIDER À FAIRE LA PREUVE DE TOUT CE QUE NOUS AVONS ÉCRIT SUR LA RÉPRESSION EN ALGÉRIE.

A la fin de 1955, des soldats sont rentrés d'Algérie. Ils ont vu sur place la misère du peuple algérien, ils ont malheureusement assisté à des assassinats. Qu'ils nous écrivent en rapportant ces faits. Qu'ils nous disent le nom des « centres d'hébergement » qu'ils connaissent.

Que les familles de ceux qui sont encore là-bas nous communiquent les lettres où ces faits peuvent être rapportés. Nous publierons tous les documents que nos lecteurs nous communiqueront et ainsi nous ferons éclater la vérité et le procès ne sera plus celui de « LA VÉRITÉ » mais deviendra celui du colonialisme.

Abonnez-vous à LA VÉRITÉ

6 mois : 400 francs. 1 an : 800 francs. C.C.P. : Société de Presse, d'Édition et de Librairie, 6032-01 PARIS.

JUIN 36 ? D'ACCORD !

« 1936-1936 », écrivent sur tous les murs de leur usine, la semaine dernière, les 700 grévistes de l'usine Spiertz, à Strasbourg, 1936-1936 répété avec une grande majorité du peuple français, ouvriers, paysans, fonctionnaires, artisans, petits commerçants, qui se souviennent de l'immense espoir qu'ils ont eu dans leur cœur le mouvement de juin 36, et les conquêtes sociales qu'il leur a apportées : la hausse des salaires, les congés payés, la semaine de 40 heures.

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ». Alors que le mouvement de grève abordait toutes les digues, menaçait les fondements mêmes du régime capitaliste, Thorez obtint des travailleurs qu'ils abandonnent la lutte et attendent du parlement bourgeois la réalisation des « lendemains qui chantent ».

Le 3 mai 1936, le second tour des élections confirma la victoire parlementaire de l'alliance communiste-socialiste-radical, le 11 mai les grèves commencèrent, s'étendant à la région lyonnaise, puis à toute la France à la fin de mai et début de juin. C'est la grève générale qui inspira les patronales, signataires de l'accord Matignon, dans la nuit du 8 au 9 juin : c'est la même grève générale qui imposa puis le retour de la même réunion de voter en toute hâte les 40 heures, les congés payés, etc. Les conquêtes de juin 36, ce sont les conquêtes de la grève générale.

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ». Alors que le mouvement de grève abordait toutes les digues, menaçait les fondements mêmes du régime capitaliste, Thorez obtint des travailleurs qu'ils abandonnent la lutte et attendent du parlement bourgeois la réalisation des « lendemains qui chantent ».

Le 3 mai 1936, le second tour des élections confirma la victoire parlementaire de l'alliance communiste-socialiste-radical, le 11 mai les grèves commencèrent, s'étendant à la région lyonnaise, puis à toute la France à la fin de mai et début de juin. C'est la grève générale qui inspira les patronales, signataires de l'accord Matignon, dans la nuit du 8 au 9 juin : c'est la même grève générale qui imposa puis le retour de la même réunion de voter en toute hâte les 40 heures, les congés payés, etc. Les conquêtes de juin 36, ce sont les conquêtes de la grève générale.

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ». Alors que le mouvement de grève abordait toutes les digues, menaçait les fondements mêmes du régime capitaliste, Thorez obtint des travailleurs qu'ils abandonnent la lutte et attendent du parlement bourgeois la réalisation des « lendemains qui chantent ».

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ». Alors que le mouvement de grève abordait toutes les digues, menaçait les fondements mêmes du régime capitaliste, Thorez obtint des travailleurs qu'ils abandonnent la lutte et attendent du parlement bourgeois la réalisation des « lendemains qui chantent ».

AU REVOIR, MONSIEUR GUY MOLLET

FAIRE le Front Unique avec le PCF ? Vous n'y pensez pas ! Le PCF, c'est bien connu, est « un parti nationaliste étranger », selon l'expression de Léon Blum. Ce langage est celui de Monsieur Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO, co-leader du Front Républicain. Il a été ouvert par Mollet, bien sûr que nous sommes pour, car il est évident que la division ne profite qu'à la bourgeoisie ; mais les responsables de la division, ce sont ceux qui sont infodés à Moscou.

« Le secrétaire général du Parti Socialiste communiste », Le Parti Socialiste (SFIO), a été invité à se rendre en Russie », annoncé le journal du 7 janvier 1956.

« L'accord ayant été réalisé sur les conditions de ce voyage, le comité directeur a décidé d'accepter cette invitation. La délégation partira dans le courant de mars prochain ».

Sans aucun doute Monsieur Guy Mollet chassera ses grandes bottes et ira à Moscou au nom des intérêts supérieurs du prolétariat. Afin que se réalise l'unité nationale, il ne craint pas de mettre fin au règne de la bourgeoisie, il imposera aux bureaucrates qui qu'il croient de tenir en sautoir le PCF.

A moins que, préférant avoir à faire aux maîtres plutôt qu'aux vassaux, il se fasse le soutien parlementaire du PCF à un gouvernement Mendès-France, plus qu'un véritable Front Unique ouvrier entre la bourgeoisie.

« L'accord ayant été réalisé sur les conditions de ce voyage, le comité directeur a décidé d'accepter cette invitation. La délégation partira dans le courant de mars prochain ».

Sans aucun doute Monsieur Guy Mollet chassera ses grandes bottes et ira à Moscou au nom des intérêts supérieurs du prolétariat. Afin que se réalise l'unité nationale, il ne craint pas de mettre fin au règne de la bourgeoisie, il imposera aux bureaucrates qui qu'il croient de tenir en sautoir le PCF.

A moins que, préférant avoir à faire aux maîtres plutôt qu'aux vassaux, il se fasse le soutien parlementaire du PCF à un gouvernement Mendès-France, plus qu'un véritable Front Unique ouvrier entre la bourgeoisie.

« L'accord ayant été réalisé sur les conditions de ce voyage, le comité directeur a décidé d'accepter cette invitation. La délégation partira dans le courant de mars prochain ».

Sans aucun doute Monsieur Guy Mollet chassera ses grandes bottes et ira à Moscou au nom des intérêts supérieurs du prolétariat. Afin que se réalise l'unité nationale, il ne craint pas de mettre fin au règne de la bourgeoisie, il imposera aux bureaucrates qui qu'il croient de tenir en sautoir le PCF.

A moins que, préférant avoir à faire aux maîtres plutôt qu'aux vassaux, il se fasse le soutien parlementaire du PCF à un gouvernement Mendès-France, plus qu'un véritable Front Unique ouvrier entre la bourgeoisie.

« L'accord ayant été réalisé sur les conditions de ce voyage, le comité directeur a décidé d'accepter cette invitation. La délégation partira dans le courant de mars prochain ».

Sans aucun doute Monsieur Guy Mollet chassera ses grandes bottes et ira à Moscou au nom des intérêts supérieurs du prolétariat. Afin que se réalise l'unité nationale, il ne craint pas de mettre fin au règne de la bourgeoisie, il imposera aux bureaucrates qui qu'il croient de tenir en sautoir le PCF.

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Préparez-vous à la grève générale

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

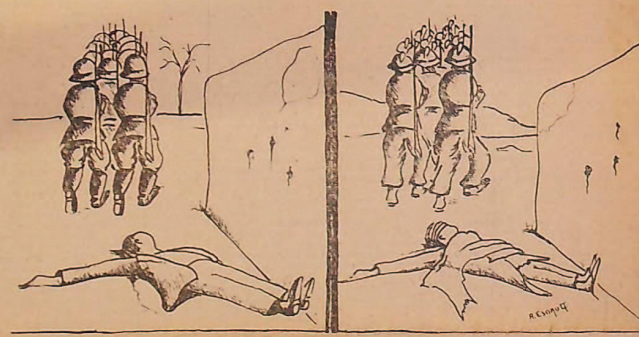
Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».

Le Front Populaire par contre - c'est-à-dire l'alliance parlementaire du PCP et du PS avec le parti traditionnel du capital financier, le parti d'Herriot-Daladier, le parti radical - n'apporta aux travailleurs que des fruits amers. Sous prétexte de « ne pas effrayer les radicaux », Thorez déclina le soir du 11 juin 1936 « qu'il fallait savoir terminer une grève ».



HIER EN FRANCE. AUJOURD'HUI EN ALGÉRIE.

Lettre ouverte à Yves Jeanson et Colette Jeanson

À la suite de la parution en librairie de l'ouvrage de M. François Jeanson et de la lettre « hors la loi », nous avons reçu le texte d'une lettre ouverte d'Yves Déchezelles adressé par son auteur à un certain nombre de personnalités anti-colonialistes.

J'attendais votre livre avec impatience. Nous manquons d'un ouvrage mettant en lumière les causes de l'insurrection algérienne. Au moment où l'opinion française porte un intérêt croissant au problème algérien, il est plus qu'avançé de reconnaître d'avoir rassemblé une moisson de faits et de documents permettant de mieux faire comprendre les événements.

Mais tandis que je parcourais « L'Algérie hors la loi », ma joie se mêla rapidement de stupéfaction. Ce que vous avez écrit dans le drame algérien, c'était votre droit, c'était votre devoir. Vous n'avez rien de plus que le jeu questionnement de drame du côté de ceux qui luttent pour l'affranchissement d'un peuple abominablement exploité et humilié. Mais autant j'estime qu'en tant que démocrate ou révolutionnaire français nous devons nous devons prendre résolument parti en faveur de ceux qu'opprime le colonialisme français, autant je pense que nous devons nous garder de nous imposer dans les débats et querelles qui opposent entre elles les diverses organisations nationales algériennes. Appuyer de nos efforts l'action de tous ceux qui combattent effectivement le colonialisme, chacun selon sa propre méthode, je me suis fait de ce principe une règle.

Je crois avoir sur beaucoup d'autres une certaine priorité dans la prise de conscience du fait que la méthode révolutionnaire serait nécessaire pour venir à bout du colonialisme en Algérie. Aije pour cette raison pris à partie nos amis de l'UDMA qui répètent pouvoir connaître la République Algérienne par une politique de réformes et d'échanges ? J'avais, par contre, été surpris d'apprendre la stérilité avec laquelle, après votre séjour de 1950 en Algérie, vous avez jugé nos amis du M.T.L.D.

Aujourd'hui encore il vous est apparu que vous deviez prendre parti entre les différentes organisations. Soit. Vous êtes libre d'avoir cette opinion mais l'honnêteté vous impose d'expliquer une certaine prudence et une certaine objectivité. Je pourrais citer toute une série d'exemples pour prouver que vous avez manqué à l'une et à l'autre. Hélas, quelques remarques y suffiraient.

Vous avez publié soit dans le corps de votre ouvrage, soit en annexe, d'assez nombreux documents ou extraits de documents émanant de l'UDMA, de la tendance ex-Commis d'UDMA, de la tendance ex-Front de Libération Nationale. Il est bien évident que ces documents ont été choisis pour prouver que vous avez manqué à l'une et à l'autre. Hélas, quelques remarques y suffiraient.

Tous les vendredis LA VÉRITÉ EST DANS LES KIOSQUES

On a voté, et après ?

DANS l'habitude de débauche de statistique plus ou moins arrangée pour les besoins de leur cause, leaders politiques et journaux de tous horizons valent à commenter cette semaine les résultats de la consultation électorale du 2 janvier.

La comparaison des pourcentages obtenus par les grands partis aux diverses élections depuis 1945 indique un certain nombre de traits caractéristiques : fixité du PCF, à peu près constant en pourcentage depuis 1945 si l'on excepte une pointe aux élections de novembre 46 (38,6 % soit 2 à 3 % au-dessus des autres consultations) ; arrêt de la dégradation de la SFIO qui, après avoir atteint son fléchissement en 1947 (19,4 %), a depuis lors subi une lente remontée ; maintien du RGR (radicaux de toutes nuances et assimilés) ; continuation du déclin MRP, maintien du RGR-P (radicaux modérés) ; effondrement total du RPF et apparition en relief du P.O.U.M.

Le glissement à gauche, dans le pourcentage des voix PCF et PS, s'impose pour 1955 pour se rapprocher de 51. Il est plus net si l'on intègre dans la « gauche » les voix médisantes de ce horizon valable pour l'ensemble des cas où le candidat radical se réclamait de Mendès se trouvait confronté avec des candidats RGR-fédéralistes : c'est en particulier net dans les six secteurs de la Seine où, tandis que l'ordre du 21 pour cent passait à 51, les listes médisantes recueillent plus de 13 % des suffrages exprimés, alors que les listes RGR (parfois baptisées RGR-UDDR ou même RGR-paysans) n'avaient rassemblé que moins de 9 % des voix.

Contrairement avec cet afflux de voix vers les grands « partis de gauche », s'impose pour nous, par rapport au 21, le fait que les listes de gauche et d'extrême-gauche présentées hors des grands partis traditionnels. On peut conclure de ces observations générales que les électeurs ont répondu à l'appel des partis ouvriers. Ils ont voté en masse - et voté efficacement. À ces partis qui disent « voter pour nous, pour nous changer », les masses populaires ont largement répondu.

Un autre exemple vient illustrer de façon encore plus éclatante cette conclusion : celui de la Loire-Inférieure où, dans les élections du 21, les listes de gauche et d'extrême-gauche ont obtenu 53 et en 55 les épisodes les plus aigus de la lutte de classe en France.

Renault prétendait répondre à un double but. Pour la circonstance, il s'agissait d'abord d'éviter, en ce milieu de septembre, que les métallos de Boulogne-Billancourt ne rejoignent les métallos nantais qui se battaient depuis près d'un mois. Il fallait faire sécher à nos conjoints deux ans auparavant par les grandes grèves d'août 1953. Plus que quelques revendications particulières, c'était la rupture des grèves syndicales qu'il était nécessaire d'obtenir pour qu'elle apportent la garantie de leur possibilité de leur motion. Face à un mouvement dont personne n'était capable de prévoir les conséquences, encore moins les conséquences.

Renault prétendait répondre à un double but. Pour la circonstance, il s'agissait d'abord d'éviter, en ce milieu de septembre, que les métallos de Boulogne-Billancourt ne rejoignent les métallos nantais qui se battaient depuis près d'un mois. Il fallait faire sécher à nos conjoints deux ans auparavant par les grandes grèves d'août 1953. Plus que quelques revendications particulières, c'était la rupture des grèves syndicales qu'il était nécessaire d'obtenir pour qu'elle apportent la garantie de leur possibilité de leur motion. Face à un mouvement dont personne n'était capable de prévoir les conséquences, encore moins les conséquences.

FRANÇOIS TARRANT. (Suite page 2)

La guerre en Algérie

Il faut s'appeler Monsieur le Gouverneur Général Soustelle pour proclamer avec beaucoup de sérieux : « Il n'y a pas la guerre en Algérie ».

La guerre existe depuis plus de 14 mois. Elle imprègne la vie économique et politique de l'Algérie tout entière. Les répercussions commencent à se faire sentir en France, dans l'utilisation du contingent. Chacun se rappelle les manifestations de l'église Saint-Séverin à Paris, des jeunes de Rouen et tout récemment des soldats de la caserne Charra de Courbeville défilant sur les Champs-Élysées, sans compter les manifestations quotidiennes qui se déroulent aux quatre coins de France dans la protestation des jeunes travailleurs sous l'influence qui n'acceptent pas le rôle qui veut leur assigner dans une guerre qui leur est étrangère. Toutes ces manifestations ne sont qu'un commencement. De l'avis des officiers, il ne faut pas attendre que quelconque manifestation de la réduction des effectifs militaires. Bien au contraire. Pourtant, toujours selon les officiers, le chiffre des troupes cantonnées en Algérie serait de 180.000 hommes. La situation, plus qu'un véritable « Etat-Major », il faut ajouter quelques unités de CRS et autres forces supplémentaires.

Les répercussions économiques d'une telle situation ne vont pas tarder à se faire sentir. Le coût d'une telle guerre s'élève maintenant à près d'un milliard par jour. Tant que le gouvernement aura l'espoir de pouvoir réduire rapidement ce que certains ont appelé « des actes de désespoir », le prix de la victoire sera le rétablissement d'un régime de la rébellion pouvant facilement entrer dans les frais généraux au chapitre « profits et pertes ». Il ne peut plus en être question maintenant.

La guerre existe. Elle est là, présente avec son cortège de deuils, de misère, de ruines. Voilà pour la métropole. Quant à l'Algérie même, certains ont voulu abuser du terme « guerre » pour laisser croire que l'adversaire était sans enveloppe, dissimulé dans le montage, à peine organisé, roué de dissensions internes, et, somme toute, indifférent aux populations autochtones. Ces gens n'ont pas compris que la perpétuation des conflits armés, en dépit des efforts de paix, amène à l'état - amenait une profonde modification de l'état d'esprit du peuple algérien. En 14 mois, bien des choses ont changé. Le plus grand changement est dans le peuple algérien lui-même. Le peuple algérien s'est installé dans la guerre. Ce qui n'est pas de correspondance de presse qui ne signale l'aide totale que les maquisards reçoivent des populations. Cette aide est des plus diverses, depuis la nourriture, l'argent, les renseignements, l'indication de la présence d'armes et y compris les coups de mains pour le sabotage de poteaux télégraphiques, d'arbres renversés en travers de routes, d'arrachage de pieds de vignes et autres manifestations de l'activité des Algériens dans leur lutte contre ce qui est convenu d'appeler « les forces du maintien de l'ordre ».

DANIEL RENARD.

ADHERE au Parti Communiste Internationaliste

POUR LE SUCCÈS DES 40 FRANCS ! POUR LA GRÈVE COURBEVILLE ! POUR LA FIN DE LA SALE GUERRE D'AFRIQUE DU NORD !

